

Jeunesses communistes
révolutionnaires (JCR-RED)

Le syndicalisme



Notre engagement syndical **3**

I. Les raisons fondamentales de notre engagement syndical **3**

- Une question stratégique 3
- Un outil pour modifier les rapports de forces 4

II. Les raisons liées à la place des révolutionnaires **5**

- Les syndicats sont réformistes par nature 5
- Est-il contradictoire d'être révolutionnaire et de militer dans une organisation réformiste ? 6

III. La situation des syndicats et l'intervention des révolutionnaires **7**

- 1) Les syndicats et l'Etat, les syndicats et le réformisme. 7
- 2) Face à la bureaucratie 7
- 3) La nécessité de différencier directions réformistes et bureaucratiques des militants 7
- 4) Un syndicat n'est pas un parti 8
- 5) Un syndicat regroupe une population « avancée » 8

IV. Quelle orientation concrète ? **8**

- 1) L'activité quotidienne 8
- 2) Le travail d'avant-garde 9
- 3) Discuter politique 9

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste **10**

- L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat 10
- Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats 11
- Nécessité du travail dans les syndicats 12
- Dans les pays arriérés 13
- Le capitalisme monopolisateur et les syndicats 13
- Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux 14
- En Angleterre 14
- En France 15
- Aux Etats-Unis 15
- En Espagne 15
- En Hollande 15
- Au Mexique 16
- L'anarchisme 16

Syndicalisme et communisme **18**

Notre engagement syndical

I. Les raisons fondamentales de notre engagement syndical

Une question stratégique

Notre projet révolutionnaire repose sur l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et une bataille contre la bourgeoisie. Cela a une double implication concernant la nécessité d'unifier notre camp social. Nous devons unifier notre camp social parce que la société que nous voulons mettre en place implique une forte cohésion de la classe ouvrière, afin que celle-ci puisse entraîner les autres classes dans l'organisation d'une nouvelle société, afin que la période de transition entre le capitalisme et le socialisme soit la moins désordonnée possible, que la production et la société se réorganisent au mieux

et au plus vite. Nous devons aussi unifier notre camp social car c'est le seul moyen de battre la classe adverse, la bourgeoisie, au moment des affrontements révolutionnaires, et de limiter les combats armés au minimum.

Lors des grandes batailles politiques ou sociales, notre camp s'homogénéise, s'unifie. Le travail de masse, en particulier syndical, permet de travailler à l'unification de notre camp social en dehors des périodes de mobilisations.

L'organisation dans des structures de type syndical permet à notre camp social de prendre conscience de sa force : lorsque le taux de syndicalisation et de militants syndicaux est élevé, les

travailleurs sont moins isolés, ils peuvent faire jouer des solidarités dans de nombreux aspects quotidiens, au travail mais aussi pour des solidarités encore plus élémentaires, d'entraide.

L'organisation donne aussi des moyens de réaction largement supérieurs aux travailleurs pour défendre leurs intérêts : lorsque des batailles doivent être menées pour défendre leur statut, leur salaire, leur dignité dans leur travail, l'organisation élémentaire permet au travailleur de ne pas se laisser faire.

Enfin, le syndicalisme est aussi intimement lié, au quotidien, avec des discussions entre collègues sur la nécessité de s'organiser, de structurer nos réac-



tions, de ne pas s'enfermer dans des stratégies individuelles. Cela a des répercussions jusque dans les mobilisations face aux courants anarchistes ou autonomes, qui dévalorisent l'organisation collective, la discipline, le vote, les discussions structurées, etc.

Un outil pour modifier les rapports de forces

Défendre ses droits

L'outil syndical permet de défendre les droits des travailleurs au quotidien. Cela fait partie des batailles auxquelles nous participons. En effet, il nous paraît juste de défendre ses droits au quotidien car, si nous poussons que l'émancipation de l'humanité viendra d'une révolution sociale, nous sommes tout de même favorables à des améliorations immédiates.

De plus, ces batailles ont deux avantages. Le premier est que cela permet de limiter la détérioration de nos conditions de vie : lorsque les conditions de vie des travailleurs sont trop mauvaises, résoudre ces problèmes passe au premier plan

par rapport à la défense d'intérêts collectifs, et cela encourage les préjugés racistes.

Le deuxième est que, lorsque les travailleurs gagnent des batailles sociales, même très locales, cela donne confiance dans leur propre force, cela aide à convaincre que l'engagement collectif vaut la peine, que la lutte, la grève sont payantes, ce qui est loin d'être évident lorsque l'on enchaîne défaites sur défaites ou, pire, lorsqu'on ne mène aucune bataille collective.

Constituer des points d'appui pour être en capacités de lutter

Dans les grandes entreprises, les travailleurs ont pu gagner des avantages pour eux-mêmes et pour l'ensemble des salariés : le droit syndical, les salariés protégés, les journées d'information syndical sont des atouts. Les fonctionnaires ont gagné la sécurité de l'emploi (même si on est en train de la perdre dans de nombreuses boîtes, où le statut de fonctionnaire est remplacé petit à petit par des contrat de droit privé).

Les temps de pause,

les congés sont des moments où les salariés peuvent prendre le temps de réfléchir, de sortir du quotidien.

Tout cela n'a pas été accordé par la bourgeoisie pour nous faire plaisir, cela a été imposé par des luttes syndicales et politiques des travailleurs.

Des « embryons de démocratie prolétarienne au sein du capitalisme » (Trotsky)

La classe ouvrière ne peut pas gagner de place dirigeante dans le système capitaliste, ses positions sont toujours instables. Si elle cherche à contourner le problème en cherchant des places dans l'appareil d'Etat, elle dénature ses objectifs et se met au service de la bourgeoisie.

Mais, pour autant, dans la guerre qu'est la lutte des classes, le prolétariat peut gagner des positions, des points d'appui. Elle peut constituer des bases arrières, comme par exemple les entreprises où elle est puissante, où elle gagne des droits et une expérience dans la lutte.

Les organisations ouvrières (associations, syndicats et or-

ganisations politiques) constituent aussi des « embryons de démocratie prolétarienne au sein du capitalisme » car elles permettent aux travailleurs d'apprendre à vivre, à faire fonctionner les choses par eux-mêmes, sans les patrons. Cela permet de donner une crédibilité au pouvoir prolétarien, de répondre à

l'illusion répandue que la société ne peut fonctionner sans patrons, sans ingénieurs, sans spécialistes.

II. Les raisons liées à la place des révolutionnaires

Les syndicats sont réformistes par nature

Il existe une contradiction dans le combat quotidien des révolutionnaires : nous nous battons pour l'unité de notre classe et nous posons la question du pouvoir, alors que cette question divise fatalement. En effet, le clivage réforme/révolution divise notre camp social, la nécessité de prendre le pouvoir n'est pas partagée par tous, du moins hors des périodes révolutionnaires. Les syndicats sont réformistes par nature car, s'ils veulent unifier les travailleurs, ils ne peuvent pas être révo-

lutionnaires. De plus, l'aspect quotidien de leur lutte, la revendication immédiate, réduit, qu'on le veuille ou non, leur possibilité de mettre en place une théorie révolutionnaire partagée par la majorité des militants et adhérents.

Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires ne se donnent pas les moyens de résoudre ce problème. Pour eux, le syndicat est à la fois la forme d'organisation des travailleurs en dehors des périodes révolutionnaires et la forme du pouvoir des travailleurs lors de et après la révolution. Cela les conduit à ne pas résoudre la question de la prise du

pouvoir, comme l'expérience de l'Espagne en 1936 le démontre : dans cette période, ils ont organisé une production autogérée dans des entreprises en concurrence les unes avec les autres et n'ont pas trouvé le moyen de contester le pouvoir bourgeois républicain. De plus, pour la période post-révolutionnaire, leur conception ne permet pas de séparer syndicats et Etat ouvrier (l'Etat est la structure qui organise la société, notamment par le biais de l'administration, de la justice, de la police, de l'armée...). Celle-ci est pourtant nécessaire à la fois pour qu'un

Etat ouvrier existe et puisse organiser la transition vers le communisme et pour que les travailleurs puisse se protéger, syndicalement, contre les dérives de tout Etat (voir la discussion entre Lénine et Trotsky sur la « militarisation des syndicats »).

Est-il contradictoire d'être révolutionnaire et de militer dans une organisation réformiste ?

Aucun syndicat ne peut être révolutionnaire. À partir du moment où l'on comprend la nécessité de militer syndicalement, il faut accepter ce fait. Pour autant, cela ne veut pas dire que l'on devient nous-mêmes réformistes. Il s'agit de comprendre à quoi sert le syndicat, outil réformiste indispensable aux travailleurs.

Le syndicat est la forme d'organisation première pour les travailleurs entre les mobilisations, celle qui permet aux travailleurs non révolutionnaires de garder un lien entre eux, de continuer à défendre leurs inté-

rêts. Il constitue aussi une médiation entre l'avant-garde révolutionnaire et les larges masses (telles que les définit Ernest Mandel dans Trois textes sur l'organisation du prolétariat).

1) Pour celle-ci, le syndicat permet de se lier au niveau de conscience des larges masses : il permet, par des discussions et des luttes quotidiennes, de connaître les préoccupations concrètes des masses, leurs possibilités d'action (en terme de confiance, de capacités financières pour une grève, de combativité...), leurs convictions politiques (concernant des batailles concrètes comme les grands choix de société, les différentes questions politiques).

2) Le syndicat constitue une première étape pour entraîner l'ensemble de notre camp social : Dans les luttes comme avant les luttes, nous pouvons tester nos arguments dans le syndicat avant de les tester à une échelle plus large. Par exemple, pendant le mouvement contre le CPE, commencer à batailler dans l'UNEF sur la question du blocage

ou de l'élargissement des revendications permettait de tester nos arguments et ce que peuvent répondre des étudiants moyennement combattifs. Nous pouvons aussi commencer à entraîner plus largement que les révolutionnaires, en entraînant des militants qui ne sont pas révolutionnaires voire qui sont nettement réformistes, ainsi que leur milieu, ce qui permet d'élargir le champ d'action par rapport au milieu, limité, des seuls révolutionnaires.

3) Enfin, les révolutionnaires ont une responsabilité à contribuer à la structuration quotidienne de la classe ouvrière. Nous devons nous poser le problème de comment organiser largement le prolétariat en dehors des périodes révolutionnaires. Ce dernier élément implique que cela ne peut pas se faire dans une organisation révolutionnaire. Mais nous ne pouvons pas laisser la tâche que le prolétariat s'organise largement aux réformistes, les révolutionnaires doivent être autant capables de structurer la classe que les réformistes. Il n'y a

aucune raison de leur laisser ce privilège.

On entend beaucoup de choses sur l'indépendance syndicale. Pour nous, il ne s'agit pas que les militants des syndicats n'ont pas le droit de discuter de politique ou de militer politiquement. Il ne s'agit pas d'une position morale. L'in-

dépendance syndicale consiste à respecter les rythmes politiques et les objectifs de chaque structure. Le syndicat a pour rôle d'unifier un camp social pour se battre pour des objectifs communs en défense de ses intérêts. L'organisation politique vise à préciser et défendre un projet stratégique. Nous respectons

les décisions des organisations de masse, nous nous battons contre leur subordination à une organisation politique parce que nous pensons qu'il est nécessaire de respecter les rythmes de débat démocratique des structures de masse.

III. La situation des syndicats et l'intervention des révolutionnaires

Cinq questions structurent notre vision de l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats.

1) Les syndicats et l'Etat, les syndicats et le réformisme.

L'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat est plus moins profonde selon les organisations et les périodes, mais elle est inévitable pour tout syndicat un minimum représentatif : tout syndicat qui a une audience de masse acquière des positions dans les conseils d'entreprises (ou d'université...),

des permanents (ne serait-ce que pour protéger ses militants de la répression), de l'argent qui vient de l'Etat. Ce lien à l'appareil d'Etat implique forcément le développement de conceptions réformistes et de fonctionnements bureaucratiques (voir Rosa Luxembourg, Grève de masse, parti et syndicat et Réforme sociale ou révolution).

2) Face à la bureaucratie

La bataille contre la bureaucratie n'est pas un débat d'idées entre des militants en désaccord. La bureaucratie est problème de

rapport au système, c'est une question sociale. Les bureaucrates ne sont pas mauvais par nature ou par conviction, mais leur place dans une structure intégrée à l'appareil d'Etat les force à des pratiques antidémocratiques et des conceptions réformistes. Nous devons déduire de ce problème social la nécessité pour la révolutionnaire d'une séparation nette entre eux et nous, en terme de pratiques militantes, de formulation d'orientations syndicales. Aucune alliance durable (ce qui n'interdit pas des accords ponctuels) n'est possible sous peine de nous intégrer à notre tour.

3) La nécessité de différencier directions réformistes et bureaucratiques des militants

Les militants de base, même dirigés par des bureaucrates et solidaires avec eux, sont des travailleurs normaux. Vis-à-vis d'eux, nous devons faire notre possible pour argumenter sur le fond, de ne pas passer pour des fous ou des gauchistes. Nous devons éviter de donner des prétextes aux bureaucrates pour activer des solidarités sentimentales, sectaires, sans fond contre nous. Il est parfois nécessaire de mettre en place des affrontements forts avec les directions réformistes, voire des affrontements physiques, mais il faut mesurer les conséquences que cela a en

terme d'isolement des militants combattifs.

4) Un syndicat n'est pas un parti

Un syndicat est une coalition d'individus, ou de structures locales, sur le seul objectif de défendre des intérêts communs. Nous devons refuser toute forme de centralisme dans les syndicats : même lorsque les débats sont démocratiques, il ne peut être demandé, dans un syndicat, que tous les adhérents et toutes les structures appliquent les décisions. Ce serait la meilleure façon pour que les structures exposent sur la base de divergences secondaires par apport à la nécessité de défendre les intérêts de classe communs. Lorsque des décisions sont prises, les structures et les militants demeurent libres

de leur actes propres vis-à-vis du reste de l'organisation.

5) Un syndicat regroupe une population « avancée »

Les syndiqués regroupent (plus ou moins) les « travailleurs avancés », ceux qui ont déjà conscience de la nécessité de s'organiser. Nous combattons donc la conception réformiste qui consiste à considérer que les syndicats doivent coller au niveau de conscience des masses non organisées. Les syndicats doivent s'approcher au plus proche de ce niveau de conscience, mais leur rôle n'est pas d'être passifs, il doivent jouer un rôle de direction vis-à-vis des masses, en proposant des méthodes pour qu'elles se mettent en mouvement.

IV. Quelle orientation concrète ?

1) L'activité quotidienne

Parce que nous sommes convaincus de la nécessité du cadre syndical pour lui-même, nous participons à l'activité quotidienne

de base. De plus, cela permet de gagner une légitimité, il n'y a aucune raison de laisser ce travail et cet espace aux réformistes, nous devons prouver que les révolutionnaires sont capables de résoudre

les problèmes quotidiens des travailleurs.

Nous participons donc aux permanences, aux tables d'information, aux campagnes électorales, aux campagnes de pétitions, à la résolution des pro-

blèmes quotidiens, à la lecture et l'analyse des réformes, ainsi qu'au travail dans les institutions (conseils, rendez-vous avec les administrations...).

2) Le travail d'avant-garde

Nous essayons d'être un pas en avant et de tirer en avant l'ensemble du syndicat. Cela passe par deux biais. Le premier est la conviction : nous essayons de convaincre sur nos positions en discutant, en écrivant des textes, etc. Le deuxième est l'action : nous mettons en place notre orientation en tant qu'individus ou lorsque nous convainquons une structure, afin de faire des preuves par l'exemple. Cela ne se fait pas dans tous les cas : il faut que cette action serve réellement à entraîner plus largement, pas à nous isoler.

3) Discuter politique

Lorsque nous militons syndicalement, nous restons des militants politiques. Nous ne nous interdisons

pas de discuter de nos convictions politiques, même si cela ne doit pas se faire au détriment du travail syndical : pour être crédibles lorsqu'on propose une orientation syndicale, il faut parfois savoir se faire discrets sur l'intervention politique, même s'il est parfois possible, lorsqu'on a acquis une certaine légitimité, de proposer des orientations syndicales même en étant connus comme militants syndicaux.



Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

L. Trotsky

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un comman-

dement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et

de tenter de coopérer avec lui.

Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à « libérer » l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des sur-profits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en orga-

nismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais sous celle de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire, le besoin des liens directs, journaliers et pratiques, entre les magnats du capitalisme et les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux qui, en fait, dépendent d'eux.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres.

Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays « arriérés ». Cela constitue également la base

de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, acquis un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, dans le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale ou économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semblerait facile à première vue de conclure que les syndi-

cats renoncent à être eux-mêmes à l'époque impérialiste, qu'ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux temps, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. On pourrait également estimer qu'en l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte ouverte pour exercer une influence sur les membres des syndicats et que, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à tra-

vailler avec les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un régime totalitaire ou semi-totalitaire simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser

les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne

peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise.

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement

n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatisante à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans les pays arriérés

Du fait que dans les pays arriérés le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

Dans la mesure où le capital étranger n'importepas detravailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle

le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression del'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste au semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une di-

rection démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police

politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue.

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser

la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IV^{ème} internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres

termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

En Angleterre

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer, durant la dernière période, un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre, le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou) ; les leaders syndicaux sont aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents fidèles du parti conservateur.

En France

En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats stali-niens. Ils s'unirent au soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impé-rialiste français.

Aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le mouvement syndical est passé au cours de ces dernières années par une période très mouvementée. La montée du CIO met en évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale de gauche, à peine fondée, tombait sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les diri-geants de l'ancienne fédération et ceux de la

nouvelle se réduit dans une large mesure à une lutte pour parvenir à la collaboration avec Roosevelt et son cabi-net pour obtenir leur appui.

En Espagne

Non moins significa-tif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats espagnols.

Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants qui dans une certaine mesure représentaient l'indépendance du mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républi-caine.

Leurs leaders de-vinrent des ministres conservateurs bour-geois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amoin-drit pas sa si-gnification. La guerre est une continuation de la politique. Elle en favorise les déve-loppements, met à nu leurs caractères fonda-mentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque, et main-

tient seulement ce qui est essentiel. Le glis-sement des syndicats vers la droite est dû à l'exacerbation des con-tradictions sociales et internationales. Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou on leur avait fait compren-dre, que ce n'était plus le moment de jouer à l'opposition. Chaque mouvement d'opposi-tion au sein du mouve-ment syndical, et spé-cialement au sommet, menace de provoquer un formidable mouve-ment de masses et de créer ainsi des diffi-cultés à l'impérialisme national. Cela motive le glissement des syn-dicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats, l'évolution vers le régi-me totalitaire, caracté-ristique fondamentale de la période.

En Hollande

Nous devons égale-ment évoquer le cas de la Hollande où non seu-lement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour l'impé-rialisme, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste passa également sous

le contrôle du gouvernement impérialiste. En dépit de ses sympathies platoniques pour la IV^{ème} Internationale, Sneevliet, le secrétaire de l'organisation, avait, comme député au parlement hollandais, pour premier objectif d'éviter que les foudres du gouvernement ne s'abattent sur son organisation syndicale.

Au Mexique

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme.

C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon d'une part contre l'impérialisme étranger, et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement

sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

L'anarchisme

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé avec une clarté particulière que l'anar-

chisme qui, du point de vue théorique, n'est jamais qu'un libéralisme poussé à l'extrême, ne fut dans la pratique qu'un mouvement de propagande s'exerçant paisiblement dans le cadre de la république démocratique dont il cherchait la protection.

Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme mouvement de masse et d'action politique, n'a exercé qu'une activité propagandiste sous la protection pacifique de la légalité.

Dans les moments de crise, les anarchistes ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient préconisé dans les périodes calmes.

Ce fait fut signalé par Marx en relation avec les événements de la Commune de Paris, et il se reproduisit à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse,

ne peuvent plus exister longtemps.

Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IVème Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVème Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.

Août 1940

Syndicalisme et communisme

Léon Trotsky
14 octobre 1929

La question syndicale est une des plus importantes pour le mouvement ouvrier, et donc pour l'Opposition aussi. Sans position claire sur cette question, l'Opposition sera incapable de gagner une influence véritable dans la classe ouvrière. C'est pourquoi je crois nécessaire de soumettre ici à la discussion quelques considérations sur la question syndicale.

1. Le Parti communiste est l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde qui doit s'élever au rôle de guide de la classe ouvrière dans toutes les sphères de sa lutte, sans exception, par conséquent mouvement syndical inclus.

2. Ceux qui, par prin-

cipe, opposent l'autonomie syndicale au leadership du parti communiste, opposent ainsi — qu'ils le veulent ou non — la partie la plus rétrograde du prolétariat à l'avant-garde de la classe ouvrière, la lutte pour des revendications immédiates à la lutte pour la libération totale des travailleurs, le réformisme au communisme, l'opportunisme au marxisme révolutionnaire.

3. Le syndicalisme français d'avant-guerre, à ses débuts et pendant sa croissance, en combattant pour l'autonomie syndicale, combattit réellement pour son indépendance vis-à-vis du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels celui du socialisme réformiste et parlementaire. C'était une lutte contre l'op-

portunisme, par une voie révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas à cet égard fétichisé l'autonomie des organisations de masse. Bien au contraire, il a compris et a affirmé le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les organisations de masse, organisations qui reflètent la classe ouvrière avec toutes ses contradictions, ses retards et ses faiblesses.

4. La théorie de la minorité active était essentiellement une théorie inachevée du parti prolétarien. Dans sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était l'embryon d'un parti révolutionnaire contre l'opportunisme, c'était une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire.

5. La faiblesse de



l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, était l'absence d'une base théorique correcte, et donc une mauvaise compréhension de la nature de l'Etat et de son rôle dans la lutte de classe ; une conception inachevée, incomplète et par conséquent erronée du rôle de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. De là les erreurs de tactique, comme le fétichisme de la grève générale, ignorant le lien entre le soulèvement et la prise du pouvoir, etc.

6. Après la guerre, le syndicalisme français a trouvé à la fois sa réfutation, son développement et son achèvement dans le communisme. Les tentatives pour rétablir le syndicalisme révolutionnaire tournent maintenant le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, de telles tentatives ne peuvent avoir qu'une signification réactionnaire.

7. Les épigones du syndicalisme transforment (en paroles) l'indépendance de l'organisation syndicale vis-à-vis de la

bourgeoisie et des socialistes réformistes en indépendance en général, en indépendance absolue vis-à-vis de tous les partis, parti communiste inclus.

Si, dans sa période d'expansion, le syndicalisme se considérait comme une avant-garde et combattait pour le rôle dirigeant de la minorité d'avant-garde au sein des masses, les épigones du syndicalisme luttent maintenant contre les mêmes souhaits de l'avant-garde communiste, essayant, quoique sans succès, de se baser sur le manque de développement et les préjugés des parties les plus rétrogrades de la classe ouvrière.

8. L'indépendance face à l'influence de la bourgeoisie ne peut pas être un état passif. Elle ne peut que s'exprimer par des actes politiques, c'est-à-dire par la lutte contre la bourgeoisie. Cette lutte doit être inspirée par un programme spécifique qui exige organisation et tactique pour son application. C'est l'union du programme, de l'organisation et de la tactique qui constitue le parti.

C'est pourquoi la véritable indépendance du prolétariat vis-à-vis du gouvernement bourgeois ne peut être réalisée sans que le prolétariat mène sa lutte sous la conduite d'un parti révolutionnaire et non d'un parti opportuniste.

9. Les épigones du syndicalisme voudraient nous faire croire que les syndicats se suffisent à eux-mêmes. Théoriquement, ça ne veut rien dire, mais en pratique ça signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans les masses, dans les syndicats.

Plus la masse encadrée par les syndicats est grande, mieux ils peuvent accomplir leur mission. Un parti prolétarien, au contraire, ne mérite son nom que s'il est idéologiquement homogène, dans les limites de l'unité d'action et de l'organisation. Présenter les syndicats comme auto-suffisants sous prétexte que le prolétariat aurait déjà atteint sa "majorité", c'est flatter le prolétariat en le décrivant comme il ne peut pas être en régime capitaliste, qui maintient les masses ouvrières dans

l'ignorance, laissant seulement à l'avant-garde prolétarienne la possibilité de traverser toutes les difficultés et d'arriver à une compréhension claire des tâches de sa classe dans leur ensemble.

10. La véritable autonomie, pratique et non métaphysique, de l'organisation syndicale n'est ni perturbée ni diminuée par la lutte d'influence du parti communiste. Chaque syndiqué a le droit de voter comme il le juge utile et d'élire celui qui lui semble le plus digne. Les communistes possèdent ce droit comme les autres.

La conquête de la majorité par les communistes dans les organes directeurs se fait dans le respect des principes de l'autonomie, à savoir la libre auto-gestion des syndicats. D'autre part, aucun statut de syndicat ne peut empêcher ou interdire le parti d'élire le secrétaire général de la Confédération du travail à son comité central, puisque ici nous sommes entièrement dans le registre de l'autonomie du parti.

11. Dans les syndi-

cats, les communistes sont naturellement soumis à la discipline du parti, quelques soient les postes qu'ils occupent. Ceci n'exclut pas mais présuppose leur soumission à la discipline du syndicat. En d'autres termes, le parti ne leur impose aucune ligne de conduite qui contredirait l'état d'esprit ou les avis de la majorité des membres des syndicats. Dans des cas tout à fait exceptionnels, quand le parti considère impossible la soumission de ses membres à une décision réactionnaire du syndicat, il montre ouvertement à ses membres les conséquences qui en découlent, comme des retraits de responsabilités syndicales, des expulsions, et ainsi de suite.

Avec des formules juridiques sur ces questions — et l'autonomie est une formule purement juridique — on n'arrive à rien. La question doit être posée dans son contenu, c'est-à-dire sur le plan de la politique syndicale. Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée.

12. Les caractéristiques du leadership du parti, ses formes et ses méthodes, peuvent différer profondément selon les conditions générales d'un pays donné ou selon sa période de développement.

Dans les pays capitalistes, où le Parti communiste ne possède aucun moyen coercitif, il est évident qu'il ne peut avoir le leadership qu'avec des communistes syndiqués, que ce soit à la base ou aux postes bureaucratiques. Le nombre de communistes aux principaux postes de direction des syndicats n'est qu'un des moyens de mesurer le rôle du parti dans les syndicats. La mesure la plus importante est le pourcentage de communistes syndiqués par rapport à l'ensemble de la masse syndiquée. Mais le critère principal est l'influence générale du parti sur la classe ouvrière, elle-même mesurable par la diffusion de la presse communiste, l'assistance lors des meetings du parti, le nombre de voix aux élections et, ce qui est tout particulièrement important, le nombre d'ouvriers

et d'ouvrières qui répondent activement aux appels à la lutte du parti.

13. Il est clair que l'influence du Parti communiste de manière générale, y compris dans les syndicats, se développera au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire.

Ces conditions permettent une appréciation du degré et de la forme de la véritable autonomie des syndicats, l'autonomie réelle et non métaphysique. En période de "paix", quand les formes les plus militantes d'action syndicale sont des grèves économiques isolées, le rôle direct du parti dans les syndicats reste au second plan. En règle générale, le parti n'intervient pas dans chaque grève isolée. Il aide le syndicat à décider si la grève est opportune, par son information politique et économique et par son conseil. Il sert la grève par son agitation, etc. Le premier rôle dans la grève revient naturellement au syndicat.

La situation change radicalement quand le mouvement s'élève au niveau de la grève

générale et de la lutte directe pour le pouvoir. Dans ces conditions, le rôle dirigeant du parti devient immédiatement direct et ouvert. Les syndicats — naturellement pas ceux qui passent de l'autre côté des barricades — deviennent les appareils de l'organisation du parti qui prend le devant comme dirigeant la révolution, en portant la pleine responsabilité devant la classe ouvrière toute entière.

Dans ce domaine, pour tout ce qui se situe entre la grève économique locale et l'insurrection révolutionnaire de classe, on trouve toutes les formes possibles de relations réciproques entre le parti et les syndicats, les degrés variables de leadership direct et immédiat, etc. Mais en toutes circonstances, le parti cherche à gagner le leadership général en comptant sur la vraie autonomie des syndicats qui, en tant qu'organisations — cela va sans dire — ne sont pas "soumis" à lui.

14. Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a

jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l'«Indépendance» du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti

devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

15. L'expression courante du syndicalisme d'autrefois est la prétendue Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui cherche à subordonner le mouvement syndical à son influence. En fait la Ligue recrute ses membres non pas selon les principes syndicaux, mais selon ceux des groupements politiques ; elle a sa plateforme, faute de programme, et la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline interne dans le mouvement syndical. Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste

se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du leadership des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité pour la minorité avancée de combattre pour étendre son influence sur les masses ; elle se présente masquée par ce qu'elle appelle l'"Indépendance" syndicale. De ce point de vue, la Ligue s'approche du Parti socialiste qui réalise aussi son leadership sous couvert de l'expression "indépendance du mouvement syndical". Le parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : voici mon programme, ma tactique et ma politique, que je propose aux syndicats.

Le prolétariat ne doit jamais croire n'importe quoi aveuglément. Il doit juger par son travail. Mais les ouvriers devraient avoir une double et une triple méfiance vers ces prétendants au leadership qui agissent incognito, sous un masque qui ferait croire au prolétariat

qu'il n'a besoin d'aucun leadership.

16. Le droit d'un parti politique d'agir pour gagner les syndicats à son influence ne doit pas être nié, mais cette question doit être posée : Au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation agit-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement amorphe, de même que sa tactique. Dans ses positions politiques elle agit seulement au fil des événements. Reconnaisant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat elle ignore le parti et ses droits, est contre le leadership communiste, sans lequel la révolution prolétarienne risquerait de rester à jamais une expression vide.

17. L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti, par sa direction, est capable d'assurer une politique correcte et clairvoyante

dans les syndicats, pas un seul ouvrier n'aura l'idée de se rebeller contre le leadership du parti. L'expérience historique des bolcheviques l'a prouvé.

C'est aussi valable la France, où les communistes ont obtenu 1.200.000 voix aux élections tandis que la Confédération Générale du Travail Unitaire (la centrale syndicale rouge) a seulement un quart ou un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre chose. Elle voit non seulement une concurrence professionnelle dans la bureaucratie de parti, mais elle tend à se rendre indépendante du contrôle par l'avant-garde prolétarienne. Le slogan de l'indépendance est, par sa base même, un slogan bureaucratique et non un slogan de classe.

18. Après le fétichisme de l'"indépendance", la Ligue syndicaliste transforme également la question de l'unité syndicale en fétiche.

Il va de soi que le maintien de l'unité des

organisations syndicales a d'énormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les syndicats remporte ses premiers succès, les opportunistes prennent la voie de la scission. Les relations paisibles avec la bourgeoisie leur sont plus chères que l'unité du prolétariat. C'est le constat incontestable des expériences de l'après-guerre.

Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers que la responsabilité du dédoublement des organisations syndicales incombe complètement à la social-démocratie. Mais il ne s'en suit pas que la formule creuse de l'unité nous serait plus importante que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière.

19. Huit ans se sont écoulés depuis la scission syndicale en France. Pendant ce temps, les deux organisations se sont certainement liées avec les deux

partis politiques mortellement ennemis. Dans ces conditions, penser pouvoir unifier le mouvement syndical par la simple bonne parole de l'unité serait se bercer d'illusions. Déclarer que sans unification préalable des deux centrales syndicales non seulement la révolution prolétarienne mais même une lutte de classe sérieuse seraient impossible, revient à faire dépendre l'avenir de la révolution de la clique corrompue des réformistes syndicaux.

En fait l'avenir de la révolution dépend non pas de la fusion des deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte. Aujourd'hui l'unification de la classe ouvrière est seulement possible par la lutte contre les collaborateurs de classe qui se trouvent non seulement dans les partis politiques mais aussi dans les syndicats.

20. Le véritable chemin de l'unité révolutionnaire du prolétariat se situe dans le redres-

sement, l'expansion et la consolidation de la C.G.T.U. révolutionnaire et dans l'affaiblissement de la C.G.T. réformiste.

Il n'est pas exclu, mais, bien au contraire très probable, qu'à l'heure de sa révolution, le prolétariat français écrira la lutte avec deux confédérations : derrière l'une se trouveront les masses et derrière l'autre l'aristocratie du travail et la bureaucratie.

21. La nouvelle opposition syndicale ne veut évidemment pas aller sur le chemin du syndicalisme. En même temps, elle se sépare du parti — non avec l'idée d'un certain leadership, mais avec le parti en général. Ce qui signifie tout simplement se désarmer idéologiquement et retomber dans le corporatisme.

22. L'opposition syndicale dans l'ensemble est très variée. Mais elle est caractérisée par quelques traits communs qui ne la rapprochent pas de l'opposition communiste de gauche mais, au contraire, s'opposent à elle.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre les actes désinvoltes et les méthodes erronées du leadership communiste, mais contre l'influence du communisme sur la classe ouvrière.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre une vision gauchiste de la situation et de ses perspectives mais agit, en fait, à l'opposé de toute perspective révolutionnaire.

L'opposition syndicale ne combat pas contre des méthodes caricaturales d'antimilitarisme mais propose une orientation pacifiste. En d'autres termes, l'opposition syndicale se développe manifestement dans un état d'esprit réformiste.

23. Il est complètement faux d'affirmer que ces dernières années — contrairement à ce qui s'est produit en Allemagne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays — on n'a pas constitué en France une aile droite au sein du camp révolutionnaire. Le point principal est que, abandonnant la politique révolutionnaire du communisme, l'opposition de droite en France, conformé-

ment aux traditions du mouvement ouvrier français a pris un caractère syndical, cachant de cette façon sa physionomie politique. Au fond, la majorité de l'opposition syndicale représente l'aile droite, comme le groupe de Brandler en Allemagne, les syndicalistes tchèques qui après la scission ont pris une position clairement réformiste, etc.

24. On peut chercher à objecter que toutes les considérations précédentes ne seraient valables qu'à la condition que le parti communiste ait une politique correcte. Mais cette objection n'est pas fondée. La question des rapports entre le parti, qui représente le prolétariat comme il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire. Ce serait une erreur de rejeter la seule réponse possible à cette question seulement parce que le parti communiste, sous l'influence de raisons objectives et subjectives à propos desquelles nous avons

parlé plus d'une fois, conduit maintenant une politique erronée envers les syndicats, comme dans d'autres domaines. Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée. C'est dans ce but que l'opposition de gauche s'est constituée en fraction. Si l'on considère que le Parti communiste français dans sa totalité est dans un état complètement irrécupérable — ce que nous ne pensons pas — un autre parti doit lui être opposé. Mais la question de la relation du parti à la classe ne change pas d'un iota par ce fait.

L'opposition de gauche considère qu'il est impossible d'influencer le mouvement syndical, de l'aider à trouver une orientation correcte, de l'imprégner avec des slogans corrects, sans passer par le parti communiste (ou une fraction pour le moment) qui, à côté de ses autres attributs, est le laboratoire idéologique central de la classe ouvrière.

25. La tâche bien comprise du Parti communiste ne consiste pas seulement à gagner en influence sur

les syndicats, tels qu'ils sont, mais à gagner, par le biais des syndicats, une influence sur la majorité de la classe ouvrière. Ce n'est possible que si les méthodes utilisées par le parti dans les syndicats correspondent à la nature et aux tâches de ces derniers. La lutte d'influence du parti dans les syndicats se vérifie objectivement dans le fait qu'ils prospèrent ou pas, qu'ils augmentent le nombre de leurs syndiqués et au-delà leurs relations avec les masses les plus larges. Si le parti paie le prix de son influence dans les syndicats par leur amoindrissement et par le dernier des fractionnismes — convertissant les syndicats en auxiliaires du parti pour des objectifs ponctuels et les empêchant de devenir des organisations de masse — les relations entre le parti et la classe sont erronées. Il n'est pas nécessaire d'épiloguer sur les causes d'une telle situation. Nous l'avons fait plus d'une fois et nous le faisons chaque jour. La nature changeante de la politique communiste officielle reflète sa tendance aventuriste

à se vouloir maître de la classe ouvrière dans les plus brefs délais, par tous les moyens (mises en scène, inventions, agitation superficielle, etc).

On ne s'en sortira pourtant pas en opposant les syndicats au parti (ou à la fraction) mais dans la lutte sans compromis pour changer complètement la politique du parti comme celle des syndicats.

26. L'Opposition de gauche doit indissolublement lier les questions du mouvement syndical aux questions de la lutte politique du prolétariat. Elle doit donner une analyse concrète du stade actuel de développement du mouvement ouvrier français. Elle doit donner une évaluation, tant quantitative que qualitative, du mouvement actuel des grèves et de ses perspectives par rapport aux perspectives du développement économique de la France. Il est inutile de dire qu'elle rejette complètement la perspective de la stabilisation du capitalisme et de la paix pour les prochaines décennies. Elle procède à partir d'une évaluation de no-

tre époque en tant que révolutionnaire. Elle émerge de la nécessité d'une préparation adéquate de l'avant-garde prolétarienne devant des retournements non seulement probables mais inévitables. Son action la plus ferme et la plus implacable est dirigée contre les rodomontades soi-disant révolutionnaires de la bureaucratie centriste, contre l'hystérie politique qui ne tient pas compte des conditions et qui confond aujourd'hui avec hier ou avec demain ; plus fermement et résolument encore doit-elle se positionner contre les éléments de la droite qui reprennent sa critique et s'y dissimulent afin d'introduire leurs tendances dans le marxisme révolutionnaire.

27. Une nouvelle délimitation ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ce seront les lamentations des âmes pures mais fatiguées, qui voudraient transformer l'Opposition en une retraite calme où l'on pourrait tranquillement prendre congé des grandes tâches, tout en préservant in-

tact le nom de révolutionnaire « de gauche ». Non ! Nous leur disons, à ces âmes fatiguées : nous ne voyageons certainement pas sur la même route. La vérité n'a pourtant jamais été la somme de petites erreurs. Une organisation révolutionnaire n'a pourtant jamais été composée de petits groupes conservateurs, cherchant avant tout à se démarquer les uns des autres. Il y a des époques où la tendance révolutionnaire est réduite à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques n'exigent pas des arrangements entre les petits groupes pour se cacher mutuellement leurs péchés mais exigent au contraire une lutte doublement implacable pour une perspective correcte et une formation des cadres dans l'esprit du marxisme authentique. Ce n'est qu'ainsi que la victoire est possible.

28. Pour autant l'auteur de ces lignes est personnellement concerné et doit admettre que la notion qu'il a eue du groupe de Monatte quand il a été expulsé d'Union

Soviétique s'est avérée être trop optimiste, donc fausse. Pendant plusieurs années, l'auteur n'a pas eu la possibilité de suivre l'activité de ce groupe. Il l'a jugée de par ses souvenirs. Les divergences se sont avérées plus profondes et plus aiguës qu'on pouvait le supposer. Les derniers événements ont montré au-delà du doute que sans démarcation idéologique claire et précise de la ligne du syndicalisme, l'Opposition communiste en France n'ira pas de l'avant. Les thèses ici proposées ne sont qu'une première étape dans l'élaboration de cette démarcation, prélude à la lutte réussie contre le baragouin révolutionnaire et la nature opportuniste de Cachin, Monmousseau et compagnie.

